



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de la Manche
Commune de POILLEY - 50220

**PROCES-VERBAL
du CONSEIL MUNICIPAL**

SÉANCE du mardi 4 novembre 2025

Nombre de conseillers
en exercice : **13**

Date de convocation :
30 octobre 2025
Date d'affichage :
30 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi 4 novembre à 20h00, se sont réunis les membres du Conseil Municipal sous la présidence de Pierre-Michel VIEL, Maire.

Membres présents : 10 > Pierre-Michel VIEL, Sylvie VALLET, Chantal GAZEAU, Sarah DUVAL, Yvon FAROUAULT, Stéphane JOUIN, Ericka GUESDON, Hervé PAUTRET, Bernard DECOENE

Membres excusés ou représentés : 2 > David BOSSARD (pouvoir à Sylvie VALLET), Philippe DATIN

Membres absents : Romain JACQUETTE, Sébastien GUESDON

Secrétaire : Chantal GAZEAU

Le procès-verbal du 30 septembre 2025 a été approuvé à l'unanimité.

Recensement 2026 – nomination et indemnité des agents recenseurs (délib 2025-07-001)

M. le Maire rappelle que la commune de Poilley sera recensée en 2026 dans la période allant du 15 janvier au 14 février.

Sandra FOURNIAL a été désignée comme coordonnatrice des opérations de recensement sur la commune et Sylvie VALLET comme coordonnatrice adjointe.

M. le Maire présente les modalités des opérations de recensement et indique qu'il propose 2 agents recenseurs selon les prescriptions définies par l'INSEE.

Il s'agit de Mme Elisabeth HUARD qui fera la partie Sud de la commune et Mme Marie-Thérèse Thieurmél qui fera la partie Nord.

La séparation des 2 zones est matérialisée par la RD 976, allant de Ducey au giratoire du V.

Ces 2 personnes ayant donné leur accord pour réaliser les opérations de recensement, le conseil municipal décide de retenir leur candidature.

M. le Maire prendra les arrêtés nécessaires et établira leurs cartes d'identité officielles d'agent recenseur. La présentation de cette carte pourra être demandée par toutes les personnes qui seront contactées dans le cadre des opérations de recensement.

Concernant les indemnités qui seront versées à ces agents recenseurs, M le Maire propose, et notamment compte tenu de l'augmentation du carburant et du salaire minimum qui même s'il n'est pas concerné donne une indication du montant qui peut être versé raisonnablement, de conserver le mode de calcul de cette rémunération mais d'augmenter le montant pour la demi-journée de formation et de l'indemnité par feuille de logement.

M le Maire propose de fixer l'indemnité à 5,90 € par feuille de logement (4.90€ en 2019).
Il est également proposé d'indemniser les ½ journée de formation à hauteur de 40 € chacune (25€ en 2019).

Pour précision, l'INSEE va nous octroyer une somme forfaitaire dont nous ne connaissons pas encore le montant (1 694€ en 2020) pour réaliser les opérations de recensement. Cette somme est en baisse constante.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- **DESIGNE** Mme Elisabeth Huard et Mme Marie-Thérèse Thieurmél comme agents recenseurs
- **DECIDE** que ces agents percevront une indemnité calculée sur les bases suivantes :
5,90 € par feuille de logement
40 € par ½ journée de formation

Contrats d'assurance des risques statutaires (délib 2025-07-002)

Le Maire rappelle :

- que, dans le cadre des dispositions du code général de la fonction publique et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche a par courrier informé la commune du lancement de la procédure lui permettant de souscrire pour son compte un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 modifié pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DÉCIDE

Article 1 : D'accepter la proposition suivante :

RELYENS SPS, courtier, gestionnaire du contrat groupe, et CNP ASSURANCES, assureur

☞ **Contrat ayant pour objet d'assurer les agents affiliés à la CNRACL**
Les conditions d'assurance sont les suivantes :

- Date d'effet de l'adhésion : 1^{er} janvier 2026
- Date d'échéance : 31 décembre 2029
(Possibilité de résilier à l'échéance du 1^{er} janvier, avec un préavis de 4 mois)
- Niveau de garantie :
 - Décès
 - Accidents de service et maladies imputables au service - avec franchise de 10 jours fermes par arrêt
 - Congés de longue maladie et de longue durée - sans franchise
 - Maternité, paternité, accueil de l'enfant et adoption - sans franchise
 - Maladie ordinaire - avec franchise de 10 jours fermes par arrêt

Franchise proportionnelle de 8 % sur les remboursements pour l'ensemble des arrêts (tous risques) déclarés après la prise d'effet du contrat

➤ Taux de cotisation : **7,40 %**

- La base de l'assurance est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et des composantes additionnelles retenues suivantes :
- Nouvelle bonification indiciaire (NBI),
 - Supplément familial de traitement (SFT),
 - Indemnités accessoires, à l'exception de celles qui sont rattachées à l'exercice des fonctions ou qui ont un caractère de remboursement de frais,
 - Tout ou partie des charges patronales dans la limite des charges dont est redevable la collectivité adhérente,
 - RIFSEEP défini par l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel (IFSE et CIA).

☞ **Contrat ayant pour objet d'assurer les agents affiliés à l'IRCANTEC**
Les conditions d'assurance sont les suivantes :

- Date d'effet de l'adhésion : 1^{er} janvier 2026
- Date d'échéance : 31 décembre 2029
(Possibilité de résilier à l'échéance du 1^{er} janvier, avec un préavis de 4 mois)
- Niveau de garantie :
- Accidents de travail / maladie professionnelle - avec franchise de 10 jours fermes par arrêt
 - Congés de grave maladie - sans franchise
 - Maternité, paternité, accueil de l'enfant et adoption - sans franchise
 - Maladie ordinaire - avec franchise de 10 jours fermes par arrêt
- Franchise proportionnelle de 8 % sur les remboursements pour l'ensemble des arrêts (tous risques) déclarés après la prise d'effet du contrat
- Taux de cotisation : **1,06 %**
- La base de l'assurance est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et des composantes additionnelles retenues suivantes :
- Supplément familial de traitement (SFT),
 - Indemnités accessoires, à l'exception de celles qui sont rattachées à l'exercice des fonctions ou qui ont un caractère de remboursement de frais,
 - Tout ou partie des charges patronales dans la limite des charges dont est redevable la collectivité adhérente,
 - RIFSEEP défini par l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel (IFSE et CIA).

Article 2 : le Conseil Municipal autorise le Maire ou son représentant à adhérer au présent contrat groupe d'assurance statutaire couvrant les risques financiers liés aux agents :

- **Fonctionnaires affiliés à la CNRACL,**
- **ET fonctionnaires et contractuels affiliés à l'IRCANTEC**
- **Souscrit par le CDG 50 pour le compte des collectivités et établissements de la Manche, à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **VALIDE** à l'unanimité.

Jeux pour l'école (reporté)

Chantal Gazeau explique que des jeux pourraient être mis sur la zone enherbée mais 19 et 22 mètres carrés sont insuffisants.

Une réflexion est à mener sur la zone où il y avait les 2-3 arbres qui ont été coupés.

Les souches sont néanmoins à retirer.

Erika Guesdon explique que le syndicat scolaire a payé les jeux pour Précey et que ce serait à eux de le prendre en charge.

Yvon Farouault confirme que ce n'est pas à la commune de prendre en charge.

Stéphane Jouin demande l'emplacement où se trouvait les arbres qui ont été retirés. M. le Maire répond qu'ils étaient derrière l'ancienne mairie, collés au cimetière et qu'ils étaient morts.

Chantal Gazeau indique que le syndicat scolaire n'a pas le budget pour cette année mais une réflexion sera menée par le syndicat scolaire.

Un devis pour retirer les souches et un devis pour une structure adaptée à la zone seront demandés et discutés par le syndicat scolaire et par la commune de Poilley.

SDEAU 50 : RPQS 2024 (délib 2025-07-003)

M. le Maire rappelle qu'en vertu de l'article D2224-3 du CGCT, le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2024 doit être présenté au conseil municipal et qu'il convient de l'approuver.

Le rapport est composé d'un résumé, d'un corps de texte et d'annexes.

Le résumé présente les chiffres clés et les indicateurs transmis à l'observatoire sur les performances des services publics d'eau.

Le corps de texte s'articule autour des 4 axes suivants :

1. Chiffres clés et indicateurs

Le territoire, l'organisation et les modes de gestion des services

2. L'eau au cœur d'un territoire étendu

Les indicateurs de performance des réseaux et du service à l'abonné

3. Le maintien d'une gestion de proximité performante

Les tarifs et la gestion financière du service à l'abonné

4. Les tarifs : une gestion financière maîtrisée et une politique patrimoniale en transition

Les différents tarifs sur le territoire du SDeau50 et la gestion financière et patrimoniale associée.

Sarah Duval indique que le prix de l'eau va augmenter.

Sarah Duval indique les problèmes rencontrés avec des délégataires pour lesquels le SDEAU50 est exigeant mais regrette que le syndicat n'ait pas la même exigence avec ses propres services.

Bernard Decoene indique 6 200 m³ d'eau perdu par jour sur le département de la Manche.

Il regrette que le rapport ne mentionne pas de travaux pour remettre en état les canalisations.

Yvon Farouault approuve.

Sarah Duval explique que le budget a encore baissé.

L'ARS tape sur les doigts du syndicat car certaines canalisations rejettent des molécules dangereuses.

La solution serait de changer les canalisations en question mais le syndicat n'a pas le budget pour faire ces travaux.

Bernard répond que le problème est là justement. Il n'y a pas de solution pour la dégradation des réseaux ou pour que la qualité de l'eau s'améliore.

Stéphane Jouin indique qu'il faudrait comparer les résultats avec les autres départements.

Bernard Decoene demande qu'un courrier soit envoyé au syndicat pour savoir quelles actions vont être menées pour améliorer le service.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **N'APPROUVE PAS** le RPQS 2024 du SDeau50.

SAS Saint Benoît Energie - Avis sur demande d'enregistrement (délib 2025-07-004)

M. le Maire indique au conseil municipal avoir reçu un courrier de la préfecture invitant le conseil à donné un avis sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS SAINT BENOIT ENERGIES pour une unité de méthanisation située sur la commune de Saint-James et la mise à jour du plan d'épandage.

Sarah Duval demande si la nouvelle station sera proche d'un cours d'eau.

M. le Maire répond que les services de l'environnement en charge des installations ont été consultés par la Préfecture.

Bernard Decoene fait part que c'est mieux d'installer un méthaniseur que de mettre une centrale nucléaire ou un nouveau réacteur. Les énergies renouvelables, c'est mieux.

Yvon Farouault rappelle que l'énergie hydroélectrique est également une énergie renouvelable mais constate que deux barrages ont tout de même été démolis.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 9 voix pour et 1 abstention (Yvon Farouault) :

- **DONNE** un avis favorable à la demande d'enregistrement.

Admission en non-valeur (délib 2025-07-005)

Les services de la trésorerie nous ont transmis une liste de sommes n'ayant pu être mises en recouvrement malgré leurs procédures de rappel. La somme concernée étant trop petite. Ce titre avait été émis en 2021.

Le montant total s'élève à la somme de 0.20 euros.

Au vu du seuil inférieur aux poursuites de la trésorerie, M le Maire indique qu'il est nécessaire d'admettre cette somme en non-valeur.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l'unanimité :

- **D'ADMETTRE** la somme de 0.20€ en non-valeur et de passer l'écriture au 6541.

Aménagement du bourg – plan de financement révisé (délib 2025-07-006)

M. le Maire indique au conseil municipal que dans le cadre du projet d'aménagement du bourg de Poilley, la commune peut candidater à un appel à projets de fonds européens (AAP) « aménagement des espaces publics ».

M. le Maire rappelle que les co-financeurs seront ou pourraient être les suivants :

- Le Département par le biais du Fonds d'Investissement Rural : le dossier de candidature a déjà été déposé et a obtenu un avis favorable du groupe de travail composé d'élus départementaux et a été validé en commission permanente. La signature du contrat a eu lieu le 13 octobre 2025.

Le département participera également sur la partie voirie car des routes départementales sont concernées. Le montant de 43 505.70€ nous a été donné par l'agence technique départementale de la manche.

- L'Etat par le biais de la DETR. La commune a déjà rencontré la personne chargée des dossiers en sous-préfecture et le montant estimatif nous a été fourni par les services de la sous-préfecture. Le dossier de demande devra être déposé à partir de décembre 2025.
- L'Europe par le biais du FEDER « Aménagement des espaces publics » pour lequel la commune va candidater avant le 30 novembre 2025.
- L'agence de l'eau, avec qui la commune a déjà travaillé pour calculer un estimatif des aides possibles dans le cadre de ce projet. Cet estimatif, fourni par les services de l'agence de l'eau, a été reporté sur le plan de financement ci-dessous. Il reste à finaliser le dossier et à le déposer une fois que les candidats seront retenus après la procédure d'appel d'offres.

Il est rappelé que bien que ce ne soit pas une subvention numéraire, la commune a candidaté pour Territoires Engagés pour la Nature (dispositif géré par l'Agence Normande de la Biodiversité et du Développement Durable) grâce en partie au projet d'aménagement des espaces publics de la commune.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Plan de financement prévisionnel							
Nom de la commune		Poilley					
Intitulé du projet		Aménagement des espaces publics de la commune de Poilley					
Dépenses prévisionnelles			Recettes prévisionnelles				
Nature de dépense*		Montant en € HT	Financement		Montant en €	%	
Tranche 1 et 2		1 112 487,71 €	Région - FEDER		253 000,00 €	21,03	
Etudes TECAM		77 000,00 €	Département - FIR		240 000,00 €	19,95	
Diagnostics, détections de réseaux...		3 952,00 €	Etat - DETR (estimatif à 20% des dépenses éligibles)		214 833,20 €	17,85	
Publications MP bureau d'étud		3 847,55 €	Agence de l'eau		210 500,00 €	17,49	
Publications MP travaux (estimatif)		6 000,00 €	Autre : Département pour la couche de renouvellement		43 505,70 €	3,62	
			Sous-total		961 838,90 €	79,93427106	
			Autofinancement**		241 448,36 €	20,06572894	
TOTAL		1 203 287,26 €	TOTAL		1 203 287,26 €	100%	

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- **D'APPROUVER** l'opération décrite ci-dessus
- **DE VALIDER** le plan de financement tel qu'indiqué ci-dessus
- **DE SOLLICITER** un montant de 253 000€ au titre du FEDER « Aménagement des espaces publics »
- **D'AUTORISER** M. le Maire à signer tous les documents concernant cet appel à projet et le fonds demandé
- **D'AUTORISER** M. le Maire à signer toutes les demandes de subventions présentes dans le plan de financement exposé ci-dessus

Questions diverses

➤ Paiement d'obsèques

Suite à l'incendie où 3 personnes ont perdu la vie sur Poilley en octobre dernier, M. le Maire demande au conseil municipal s'il est d'accord pour prendre en charge les frais d'inhumation de l'enfant.

A 9 voix pour, le conseil municipal est favorable à cette demande.

Les deux voix restantes, Yvon Farouault et Chantal Gazeau, ne participeraient qu'à la moitié des frais.

La majorité valide la participation pour Tim Trouillet.

Si une délibération est nécessaire, elle sera inscrite à l'ordre du prochain conseil.

➤ **Aménagement du bourg**

Le dernier comité de pilotage avant le lancement du marché public a eu lieu ce matin.

Les derniers détails ont pu être choisis et le bureau d'étude va envoyer à la mairie un DCE à relire et à valider.

Yvon Farouault rappelle qu'il est important de réfléchir à un contournement du bourg.

➤ **Ayan Tolo**

L'association remercie le conseil municipal pour sa subvention en prêt de salle communale et en photocopies.

➤ **Panneaux solaires**

Bernard Decoene indique que les panneaux solaires ont été installés et sont opérationnels. Le Consuel vient d'être obtenu.

L'installateur a encore quelques démarches à faire auprès d'EDF OA pour justifier la conformité de l'installation.

Au prochain conseil municipal, il faudra décider de l'amortissement des panneaux solaires.

➤ **Cérémonie du 11 novembre**

Sylvie Vallet rappelle que la cérémonie du 11 novembre aura lieu à 17h et sera suivie d'un vin d'honneur.

➤ **Economie d'énergie**

Bernard Decoene indique qu'il faudra prévoir, dans les années à venir, l'isolation du bât 2 de l'école.

➤ **Travaux dans la salle de conseil / mariage**

L'entreprise Denoual Isolation n'a toujours pas rappelé. Ils vont être relancés pour avoir une date d'intervention.

➤ **Prochain conseil municipal**

Le prochain conseil municipal se tiendra le 25 novembre 2025 à 20h.

La séance est terminée à 21h30.

Le Maire : Pierre-Michel VIEL

La secrétaire de séance : Chantal GAZEAU